

LA LIBERTE DE LA PRESSE EN ALGERIE AVANT OCTOBRE 1988 : CONTRAINTES ET DIFFICULTES

Par Mohamed KIRAT

Maître de Conférences

Président du Conseil Scientifique

Institut des Sciences de l'Information

et de la Communication

Université d'Alger.

No political or social system exists with a totally free flow of information and ideas is inherent in the very nature of human society – the human desire to conform; the natural coloring of events by the observers' preconceptions, the necessary bureaucratic pressures and interests involved in journalistic work; the monopoly of bureaucrats over information; and the needs of politicians and officials to ensure their own legitimacy with and penetration of their societies. These forces limit and structure the content of the mass media everywhere far more than do laws and explicit practices of directing and censoring the mass media. (P. 254).

Jane LEFTWICH CURRY.

“Conclusion : Media Management and Political Systems” the CURRY, Jane LEFTWICH and Joan R. DASSIN (eds.) (1982). New York : Praeger.

**Communication présentée au Colloque sur
“Liberté et Communication au Maghreb” Tunis 22-26 mai 1991.**

Introduction :

La problématique de la liberté de la presse se pose dans toutes les nations du monde. Quelque soit le système socio-économique et politique, les peuples du monde sont confrontés toujours à la manipulation de l'information par ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique.

Dans les pays du tiers monde la situation est plus alarmante à cause de la vulnérabilité et la fragilité des institutions politiques et administratives et surtout à cause de la marginalisation des masses populaires et leur absence sur la scène politique.

En Algérie et dès l'octroi de l'indépendance le pouvoir en place s'est accaparé des moyens d'information pour faire passer son message politique et son idéologie. De ce fait il a marginalisé les intellectuels, les universitaires et tous ceux qui le dérangent.

Les techniques et les mécanismes du contrôle de l'information sont multiples et diverses. Tout d'abord il y a l'aspect législatif et légal, il y a ensuite les contraintes organisationnelles et administratives.

En Algérie le pouvoir politique a fait des journalistes des fonctionnaires de l'Etat, des secrétaires de différents ministères, organisations de masses et autres institutions politiques et administratives. D'une manière ou d'une autre le système a su instauré la censure et surtout l'auto-censure. L'absence de professionnalisme, les contraintes bureaucratiques et politique ont obligé et les médias et les journalistes à adopté l'idéologie politique du système et à la défendre farouchement devant l'opinion publique. Pire encore les médias étaient les catalyseurs du message politique du pouvoir.

Dans le temps notre essai se situe entre la période allant de 1962 à Octobre 1988. Octobre 1988 est une date du moins décisive dans l'histoire de l'Algérie moderne. Les événements d'Octobre ont bouleversé le système et l'on obligé à adopter le multipartisme. Le système de l'information a lui aussi connu quelques changements : l'adoption d'un nouveau code de l'information (avril 1990), et la naissance de la presse indépendante et partisane.

La thèse principale de cet essai est d'expliquer et clarifier les contraintes et les difficultés qu'a connues le secteur de l'informa-

tion en Algérie de 1962 à 1988. Pour atteindre notre objectif nous nous sommes basés sur un questionnaire comportant 89 questions administrés à 75 journalistes durant le premier semestre de l'année 1986.

En plus du questionnaire nos observations personnelles ainsi que nos contacts avec des responsables d'organes d'information et de l'ex-ministère de l'information nous ont permis d'analyser les contraintes et les difficultés qui bloquaient durant presque trois décennies l'épanouissement et l'émergence de la liberté de la presse en Algérie.

Le contrôle de la presse dans le monde :

Quelques aspects communs.

Tous les pays du monde et sans exception sont confrontés au contrôle de l'information. Le contrôle est partie prenante du processus même de la collecte de l'information de son traitement et de sa production. En accomplissant sa tâche, le journaliste cherche toujours une conformité pour protéger les intérêts de la bureaucratie et de ceux qui possèdent les médias (gouvernements ou individus).

Ceux qui ont le pouvoir soit économique soit politique — et souvent les deux observent des mariages très bien réussis — essaient par tous les moyens de mettre la main sur l'information. Souvent cinq variables principales déterminent le niveau et les mécanismes de contrôle : qui possède les médias ? Où et pour quel secteur de la société les médias sont-ils contrôlés ? Quel genre d'information est manipulée ? Comment est accomplie la gestion des médias ? et à quelle période de la production l'information est contrôlée ?

Dans tous les pays du monde les médias sont sujets de pression et d'influence de la part non seulement du pouvoir mais aussi des groupes de pression, des partis politiques, et autres institutions de la société qui sont concernées par leur image de marque et comment devraient-ils apparaître devant ceux qui gouvernent et le large public.

Curry argue, que la différence du processus du contrôle de la presse entre les différents systèmes politiques et idéologiques réside dans la quantité mais pas dans la qualité. La censure existe

dans tous les pays du monde, mais la forme diffère d'un pays à un autre en fonction des stratégies adoptées et des méthodes appliquées. Un système politique par exemple qui n'a pas pu pénétrer et contrôlé sa population se voit obligé d'imposer un contrôle explicite sur les médias. Par contre un autre système qui maîtrise bien et la pénétration des médias et celle de sa population se voit le plus libéral et le plus démocratique, alors qu'en réalité il a ses propres techniques et stratégies pour faire passer ce qu'il veut et élimine tout ce qui le dérange. En d'autres termes l'aspect publique ou libéral de l'organe de l'information ne détermine dans aucun cas le contrôle et la manipulation de l'information. Dans les deux systèmes la censure existe et parfois la manipulation est beaucoup plus pratiquée dans les médias privés que dans ceux dits publiques.

Relations entre le gouvernement et la presse en Algérie.

Conscient de l'importance des mass-médias le gouvernement Algérien dès son indépendance a mis la main sur ce secteur stratégique. Il a commencé par la décolonisation, puis la nationalisation et dans une troisième étape la centralisation. Dans sa thèse de doctorat d'Etat "Le pouvoir et la presse en Algérie : "Doctrines de l'Information et Idéologie Politique" Brahim BRAHIMI souligne que de 1962 à 1965 les hommes politiques ont assuré la direction des organes de l'information et à partir de 1965 des directeurs fonctionnaires les ont remplacés. Cela veut dire que le pouvoir politique avait la main-mise sur l'information en Algérie. Le résultat évident de ce monopole et ce stricte contrôle était la fonctionnarisation de la presse Algérienne.

Ce contrôle étatique des médias a été favorisé par un vide juridique flagrant. L'Algérie n'a connu son premier code de l'information qu'en 1982. Un code qui selon les spécialistes et les journalistes eux mêmes (voir tableau n° 4) n'est qu'un document pénal qui sanctionne plus qu'il ne protège la fonction journalistique. Pour le pouvoir politique les organes de l'information ne sont qu'un prolongement du gouvernement central.

Cette relation gouvernement presse a été la cause de la marginalisation des intellectuels et universitaires et leur éviction de la scène journalistique Algérienne. La fonctionnarisation de la

profession a été l'une des causes principales de la médiocrité de la clochardisation, et du manque de crédibilité des médias Algériens. L'Algérien était soumis quotidiennement à une information verticale, une information gouvernementale, élaborée, conçue et confectionnée selon les vœux de ceux qui gouvernent. Cette relation anormale entre le gouvernement et la presse a nuis au professionnalisme et au journalisme d'investigation, d'enquête et de développement. Elle a encouragé l'auto-censure et la médiocrité.

Cette main-mise gouvernementale sur les médias Algériens a tué tout esprit de créativité, d'innovation et de participation à une véritable formation de l'homme. Les médias Algériens ont été considérés les instruments privilégiés du pouvoir. Ils étaient en effet le porte-parole du parti unique et du gouvernement. Tout ce processus a eu des retombées négatives sur le contenu, Brahimi souligne :

"... Si le pouvoir confie les postes de responsabilité à des bureaucrates de la culture, s'il n'admet pas la critique des intellectuels de valeur, il ne faut pas qu'il s'étonne par la suite de la médiocrité de la presse, de la présence de nombreux thuriféraires non crédibles auprès du public, du blocage de la création journalistique et de l'importation de programmes télévisés de mauvais goût." (Brahimi, 1987, p. 520).

La fonctionnarisation des journalistes a forcé ces derniers à être passifs au lieu d'être actifs et de pratiquer un journalisme qui critique, qui enquête, et qui défend l'intérêt des masses. Bien au contraire les journalistes ont été livrés à eux-mêmes et s'auto-censurent automatiquement. Le pouvoir bien sûr profitait de cet état d'âme, et la noble profession de journalisme en était la victime. Cette situation alarmante a poussé un bon nombre d'excellents journalistes à quitter la profession. Le résultat de tout cela est que le message ou le contenu était monolithique et médiocre. Ceci a encouragé le citoyen Algérien à chercher une information fiable et crédible ailleurs.

Autonomie professionnelle et la liberté des journalistes.

Pour bien expliquer les mécanismes de contrôle et de manipulation de l'information ainsi que les contraintes et les difficultés que rencontrent les journalistes nous avons jugé utile d'utiliser quelques tableaux et quelques statistiques.

En ce qui concerne l'interférence dans le travail des journalistes lors d'une investigation d'un problème critique le tableau n° 1 indique que 70,7 % des journalistes sont sujets d'interférence de la part de leur supérieur soit régulièrement ou occasionnellement ; 66,7 % subissent la même ingérence de la part de leur organe d'information ; 48 % font l'objet d'interférence par le ministère de l'information ; et 44 % sont interférés par le parti soit régulièrement ou occasionnellement.

La majorité des journalistes interviewés pensent que l'interférence et l'ingérence dans le travail tuent l'innovation personnelle et la liberté du journaliste.

Le tableau n° 1 nous explique clairement les mécanismes de contrôle pratiqués par les instruments du pouvoir politique (directeurs d'organes d'information, le ministre de l'information, le parti entre autre). Cette pratique développe le marasme et la médiocrité chez les journalistes, et dans la plupart du temps elle les forcent à s'auto-censurer et à éviter de s'attaquer aux vrais problèmes que vit la société et le citoyen. Ceci pousse les organes d'information à axer leur travail sur la couverture des activités routinières des différents ministères et institutions gouvernementales, chose qui minimise la crédibilité du journaliste et de l'organe de l'information.

Un autre facteur qui rend la vie dur au journaliste et influe négativement sa performance et son travail, c'est les conditions de travail. Le tableau n° 2 nous révèle que 57,3 % des journalistes interviewés ont quelques problèmes et que plus d'un quart (25,3 %) ont répondu que les conditions de travail sont très mauvaises.

Le tableau n° 3 nous illustre l'attitude des journalistes Algériens envers le travail, la stabilité, l'utilisation des talents et de la créativité, la liberté, le salaire, les relations avec les collègues, les conditions de vie, les relations avec les sources de l'information et le logement.

Les statistiques nous montrent que 16 % des journalistes sont très déçu par leur travail, 23 % sont très déçus par le manque de liberté et 28 % sont très déçus par les conditions de vie.

Le tableau nous révèle un résultat très important et choquant en même temps c'est l'attitude des journalistes envers les sources de l'information. 76 % des journalistes sont soit très déçus ou déçus par cette relation. Presque le même pourcentage des journalistes exprime le même sentiment concernant le salaire et le logement.

Le tableau n° 3 nous explique clairement l'état lamentable et catastrophique du journalisme Algérien dans les années 80. Le journaliste Algérien travaillait dans une atmosphère pleine d'obstacles et de difficultés, de problèmes et de contraintes. En un mot il était livré à lui même et ne pouvait en aucun cas être un challenger ou déranger le pouvoir.

Le tableau n° 4 nous dresse l'opinion des journalistes Algériens sur la politique de l'information. Les résultats nous montrent qu'un grand nombre de journalistes a exprimé l'ambiguïté de cette politique, qu'il y a un très grand fossé entre la théorie et la pratique, et qu'il y a un manque de personnel qualifié et d'équipements, et que cette politique de l'information ne protège aucunement le journaliste.

Les résultats du tableau n° 4 nous démontrent encore une fois que les journalistes Algériens sont loin d'approuver une politique d'information qui n'est même pas claire et réaliste.

Le tableau n° 5 démontre l'opinion des journalistes concernant le code de l'information de 1982. Plus des deux tiers des journalistes interviewés ont exprimé leur déception et ont affirmé que le code limite leur droit et accentue leurs devoirs et que le code ne les protège pas et ne leur donne pas assez de droit. 40 % des journalistes ont répondu que le code de l'information est très flexible et peut être interprété de plusieurs manières. D'après les journalistes qui ont répondu au questionnaire, le problème du code de l'information se pose au niveau de son renforcement et son application sur le terrain. D'après eux ce code n'a jamais été appliqué.

Tableau n° 1

Interférence dans le travail lors d'une investigation d'un problème critique

	Supérieur		Organe d'information		Ministère l'information		Parti		Autres	
	n	pct	n	pct	n	pct	n	pct	n	pct
Régulièrement	38	50,7	26	34,7	14	18,7	11	14,7	6	8,0
Occasionnellement	15	20,0	24	32,0	22	29,3	22	29,3	6	8,0
Rarement	3	4,0	4	5,3	16	21,3	17	22,7	25	33,3
Jamais	3	4,0	2	2,7	3	4,0	3	4,0	5	6,7
Pas applicable	7	9,3	7	9,3	9	12,1	10	13,3	18	24,0
Pas de réponse	9	12,0	12	16,0	11	14,7	12	16,0	15	20,0
Totaux	75	100,0	75	100,0	75	100,0	75	100,0	75	100,0

Tableau n° 2

Conditions de travail des journalistes Algériens

	<u>Pourcentage</u> (n = 75)
Très bien	4,0
Bien	12,0
Quelques problèmes	57,3
Très mal	25,3
Pas de réponse	1,3
Total	99,9

Tableau n° 3

Attitude des journalistes envers : le travail, la stabilité, l'utilisation des talents et de la créativité, la liberté, le salaire et les avantages, les relations avec les collègues, conditions de vie, les relations avec les sources de l'information, et attitude envers le logement.

Attitudes	Très satisfait		Satisfait		Déçus		Très déçu		Pas d'opinion		Pas de réponse		Totaux	
	n	pct	n	pct	n	pct	n	pct	n	pct	n	pct	n	pct
Attitude envers le travail	4	5,3	20	26,7	38	50,7	12	16,0	0	0	1	1,3	75	100,0
Attitude envers la stabilité	3	4,0	27	36,0	28	37,3	15	20,0	1	1,3	1	1,3	75	99,9
Attitude envers l'utilisation des talents et de la créativité	3	4,0	24	32,0	32	42,7	13	17,3	1	1,3	2	2,7	75	100,0
Liberté	2	2,7	13	17,3	41	54,7	17	22,7	1	1,3	1	1,3	75	100,0
Attitude envers le salaire et les avantages	3	4,0	13	17,3	40	53,3	17	22,7	1	1,3	1	1,3	75	99,9
Attitude envers les relations avec les collègues	3	4,0	26	34,7	24	32,0	20	26,7	1	1,3	1	1,3	75	100,0
Attitude envers les relations avec les sources d'information	3	4,0	12	16,0	27	36,0	30	40,0	2	2,7	1	1,3	75	100,0
Attitude envers les conditions de vie	4	5,3	15	20,0	32	42,7	21	28,0	0	0	3	4,0	75	100,0
Attitude envers le logement	5	6,7	14	18,7	18	24,0	37	49,3	0	0,0	1	1,3	75	100,0

Opinion des Journalistes Algériens sur la politique de l'information

Pourcentage *

(n = 68)

– Pas claire ; peut être interprétée de plusieurs manières	33,3
– Le rôle de la presse n'est pas clairement défini ..	42,6
– Théoriquement bien ; mais pas appliquée	46,6
– Bien réfléchie et bien structurée pour répondre aux besoins de la révolution socialiste	18,6
– Très ambitieuse malgré l'absence d'un personnel qualifié et d'une technologie des médias	44,0
– Ne protège pas le journaliste	37,3

(*) Le total dépasse les 100,0 % du au fait que les journalistes pouvaient choisir jusqu'à six options.

Opinion des Journalistes sur l'aspect légal du journalisme Algérien

	<u>Pourcentage *</u>
	(n = 65)
– Très bien réfléchi, mais pas appliqué sur le terrain	32,0
– Limite les droits du journaliste et accentue ses devoirs	50,6
– Bien	8,0
– Ne donne pas les droits nécessaires, les priorités et le statut du journaliste afin qu'il puisse assumer sa tâche convenablement	53,3
– Peut être interprété de différentes manières	40,0
– N'existe pas	4,0
– Sanctionne le journaliste plus qu'il le récompense	30,6

(*) Le total dépasse les 100,0 % du fait que les journalistes pouvaient choisir jusqu'à six options.

Les tableaux présentés ci-dessus nous révèlent clairement les différents obstacles, difficultés et problèmes que rencontre le journaliste Algérien dans la pratique quotidienne de sa profession. Ces difficultés, obstacles et contraintes, ne sont à vrai dire que des techniques et des mécanismes de contrôle que le pouvoir politique a jugé utile d'utiliser et de pratiquer pour arriver à ses fins qui sont dans la plupart du temps tout à fait différents de ceux des masses populaires et des journalistes.

Conclusion

La pratique du journalisme en Algérie de 1962 à 1988 nous a démontré que le pouvoir politique Algérien à travers ses structures et à l'aide de ses mécanismes de contrôle a réussi à faire des organes d'information des portes-paroles fidèles à sa ligne politique et à sa vision des choses.

Cette pratique a eu bien sûre des retombées très négatives sur l'émergence d'un journalisme actif, qui devait participer au développement du pays et du système socialiste en Algérie. Le journalisme au lieu de combattre la corruption, le mismanagement, et les erreurs fatales du népotisme s'est vu octroyé la responsabilité de mobiliser les masses populaires derrière un système qui allait à la dérive. Au lieu de tirer la sonnette d'alarme contre la faillite de la révolution agraire, la révolution culturelle et la gestion socialiste des entreprises, les médias Algériens approuvaient aveuglément toutes les actions entreprises par le système sans la moindre question.

La marginalisation des chercheurs, des universitaires et des intellectuels par le régime et leur éviction du paysage médiatique ont laissé les portes ouvertes devant les "fonctionnaires" et les "secrétaires" des masse-médias pour faire passer les communiqués et les différents messages d'un régime qui essayait durant presque trois décennies de pénétrer sa population, l'endoctriner et la diriger comme il veut. Le pouvoir politique a bien appris sa leçon "qui détient l'information détient le pouvoir".

Références

- Alexander, Yonah (1973). *The Role of Communication in the Middle-East Conflict : Idéology and Religious Aspects*. New York : Praeger.
- Altschull, Herbert J. (1984). *Agents of Power : The Role of the News Media in Human Affairs*. New York : Longman, Inc.
- Becker, Lee B., Idowu A. Sobowale and Robin E. Cobbey (1979) "Reporters and their Professional and Organizational Commitment", *Journalism Quarterly*, Vol. 56 (Winter) 753-763, 770.
- Brahimi Brahim (1987). "Le Pouvoir et la Presse en Algérie : "Doctrine de l'Information et Idéologie Politique". Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Droit, d'Economie et des Sciences Sociales de Paris (Paris II).
- Bullion, Stuart James (1978). "Mass Communication in Modern Algeria" Unpublished M.A. Thesis ; University of Minnesota.
- Bullion, Stuart James (1982). "Priorities of Mass Communication Development : The Algerian Case", Unpublished Ph. D dissertation, University of Minnesota.
- Curry, Jane Leftwich and Joan R. Dassin (eds.) (1982) *Press Control Around the World*. New York : Praeger.
- Donohue, George, Philip Tichenor and Clarice Olien (1972) Gatekeeping : Mass Media Systems and Information Control, F. Gerald Kline and Philip Tichenor (eds.) *Current perspectives in Mass Communication Research*. Beverly Hills, CA. : Sage Publications, pp. 41-69.
- Ettema, James S. and D. Charles Whitney (eds.) (1983). *Individuals in Mass Organizations : Creativity and Constraint*. Beverly Hills, CA. : Sage Publications.
- Hester, Albert L. et Wain Lan. To (eds.) (1987). *Journalisme et Tiers Monde*. Bruxelles : De Boeck.
- Kirat Mohamed (1987). "The Algerian News People : A study of Their Backgrounds, Professional Orientations and Working Conditions "Unpublished Ph. D dissertation, Indiana University.
- Lendvai P. (1981). *Les Fonctionnaires de la Vérité : L'Information dans les pays de l'Est*. Paris : R. Laffont.
- Rugh, William A. (1979). *The Arab Press : News Media and Political Press in the Arab World*. Syracuse : University Press.